



Forum citoyen avec le Président du Parlement européen :

Hans Gert Pöttering

QUELS ENJEUX POUR L'EUROPE DE DEMAIN ?

Débat :

Jean Luc Bennamhias (Modem)
Françoise Grossetête (UMP)
Bernard Soulage (PS)

et

Jean Quatremer (correspondant à Bruxelles de Libération)

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Isabelle Coustet - Je vous remercie d'être venus aussi nombreux. Il s'agit d'un forum citoyen organisé par le Parlement européen. Ce n'est pas courant que le Parlement européen organise des événements en région. Bien sûr nous avons beaucoup de partenaires pour cette manifestation : la ville de Grenoble, que je remercie pour la mise à disposition de ce lieu magnifique, ce musée splendide ; des partenaires associatifs comme le relais Europe Direct, qui dépend aussi de la ville ; l'UPEG, dont les membres sont présents ; les jeunes européens et le Parlement européen des jeunes, qui vont animer toute la semaine l'Euro studio en face du musée, pour recueillir votre opinion sur l'Europe et pour que vous diffusiez le message que les gens peuvent s'exprimer sur l'Europe.

Nous allons commencer rapidement ce forum. Nous aurons quelques mots de la part de Monsieur le Maire puis une conférence de Hans Gert Pöttering, président du Parlement européen, et nous entamerons le débat avec les députés européens et Jean Quatremer, journaliste correspondant à Bruxelles du journal Libération et blogueur sur la toile européenne.

Je vous remercie de bien vouloir éteindre vos portables. Vous avez des casques d'interprétation à disposition puisque le président du Parlement européen s'exprimera en français et en anglais. Evidemment, ceux qui sont totalement bilingues ne prendront pas de casques. Je vais appeler monsieur le maire.

Michel DESTOT - Merci chère Madame, Monsieur le Président, Messieurs les Députés, Madame et Messieurs les consuls, chers amis, je suis vraiment très heureux au nom de la ville de Grenoble d'accueillir celui qui est aujourd'hui le président du Parlement européen, Hans Gert Pöttering, que je vous demande d'applaudir chaleureusement.

(Applaudissements)

Michel DESTOT - Il nous fait l'amitié de sa présence ici, dans une ville que j'aime dire européenne, mondiale, très attachée à la construction de notre continent. Permettez-moi de le développer en quelques mots avant que Bernard Soulage, mon ami député européen, Jean-Luc Bennahmias et Françoise Grossetête, qui seront les partenaires du forum animé tout à l'heure, ne développent avec leur sensibilité respective cette approche et ces perspectives européennes.

Permettez-moi aussi de remercier tous ceux qui se sont mobilisés pour faire de cette rencontre, de ce forum, un véritable rassemblement populaire important dans notre ville.

Je veux saluer les responsables des établissements Louise Michel, Guynemer, Argouges, Eaux-Clares, Jean Jaurès, Stendhal, qui ont fait l'effort d'une préparation, d'une mobilisation à travers les directeurs des établissements et les enseignants pour préparer cette rencontre.

Je veux aussi remercier l'Université populaire européenne de Grenoble et son président Henri Oberdorff qui fait un travail de sensibilisation, de popularisation et de valorisation des idéaux et des valeurs européennes. Je voudrais dire un très grand merci, à mon ami Henri Oberdorff, c'est l'occasion.

De même, je voudrais exprimer ma reconnaissance au Parlement européen des jeunes et aux jeunes européens de l'Isère qui ont été aussi des acteurs extrêmement importants de cette rencontre.

Je veux évidemment remercier ceux qui ont organisé concrètement cette journée et également l'organisation du bureau du Sud-Est du Parlement européen.

Cette rencontre est d'autant plus importante puisque nous sommes bousculés par la crise financière mondiale, avec ses traductions en termes économiques et sociaux dans notre ville et dans notre région. Crise mondiale impose une réponse mondiale. Nous le savons, même si les collectivités territoriales, même si les Etats-nations sont aujourd'hui mobilisés pour proposer des plans de relance, il est évident que c'est à l'échelle mondiale, à l'échelle de notre continent, à l'échelle européenne, qu'il nous faut trouver des réponses. J'espère que vous l'aborderez tout à l'heure à travers la plus ou moins grande massivité de la réponse européenne. Permettez-moi de dire qu'au-delà des 170 milliards d'euros engagés par les Etats-nations, les 30 milliards d'euros supplémentaires de la Communauté européenne sont-ils suffisants pour véritablement donner tout l'engagement nécessaire pour redresser la situation sur le plan économique et social et sortir de la crise ? C'est évidemment une question essentielle que nous devons nous poser.

De la même façon, nous l'évoquons dans mon bureau à l'instant même avec le président du Parlement européen, réfléchissons au sein de cet espace européen, qui est un espace d'innovations sur le plan politique, à ce que doit être la sortie de la crise. Peut-on imaginer un nouveau type de société, avec une nouvelle croissance, où les critères sociaux et environnementaux pourraient être intégrés dans la régulation que nous devons avoir ? Nous ne devons pas simplement nous en remettre, en matière de développement énergétique, aux simples critères financiers dont une partie de ces finances, nous le savons, sont des produits toxiques comme nous l'avons malheureusement subi au cours des dernières années. Cela sera pour nous la possibilité de rendre concrets les engagements du Sommet de Lisbonne et du Sommet de Göteborg. Ils avaient annoncé que l'Europe devait s'engager résolument vers la société de la connaissance et vers une société du développement durable. Nous devons concrétiser ces engagements qui malheureusement, de mon

point de vue, n'ont pas été suffisamment pris en compte au niveau de la Commission et du Conseil des gouvernements européens. Autant dire que j'appelle de mes vœux une Europe à la fois plus politique et plus porteuse de projets, une Europe de la connaissance et de l'innovation, une Europe qui s'engage réellement dans une défense commune, qui développe un modèle environnemental et social et une véritable politique industrielle permettant de développer l'emploi, première des solidarités sur l'ensemble de l'espace européen, et se donnant les moyens en termes budgétaires et financiers d'une telle politique.

J'en termine en vous disant que Grenoble est une ville française, mais elle est européenne. Je vous le dis avec la passion qui m'anime, Monsieur le Président, huit jumelages à travers l'Europe nous relie à pratiquement tous les pays européens. J'ai souhaité que notre équipe municipale ait un adjoint en charge de l'Europe, en la personne de Bernard Betto, montrant concrètement notre implication dans ce processus de construction européenne. Nous avons décidé, avec l'agglomération grenobloise, d'avoir une représentation, personnalisée avec Véronique Stéphan, qui soit un véritable relais à Bruxelles auprès de la Commission européenne, comme nous avons décidé de faire, pour une part de la Maison de l'International, un espace européen qui a d'ailleurs été labellisé relais Europe Direct.

Nous ferons de la journée du 9 mai prochain une journée extrêmement importante de sensibilisation à la construction européenne, à quelques semaines des élections européennes. Nous en ferons un évènement festif, utile à nos concitoyens.

Permettez-moi de finir en vous disant encore une fois merci de votre présence ici à Grenoble. Nous sommes très honorés, Monsieur le Président, que vous soyez présent. Merci à Isabelle Coustet, à Franck Boyer et à mon ami Alain Barrau, ici présent, ancien collègue au Parlement français. Vous êtes ici des messagers de l'Europe. De mon point de vue, cela veut dire des messagers de l'espoir. L'Europe a été construite sur la réconciliation de nos deux pays, Monsieur le Président, de l'Allemagne et de la France, c'était la paix. C'est sur cette paix que s'est construite l'Europe. Nous avons aujourd'hui à nous développer en donnant aux plus jeunes, qui n'ont peut-être pas le même regard sur la construction européenne, des espoirs nouveaux. Ces espoirs doivent s'appeler la réduction des rapports entre le nord et le sud, ils doivent s'appeler un nouveau modèle de croissance, le développement durable, où les critères sociaux et de solidarité pourront enfin être pris en compte. Voilà ce que j'espère, voilà le message que je voulais vous délivrer ce soir à Grenoble. Encore une fois, merci Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



M. Hans Gert Pöttering - Merci beaucoup Isabelle Coustet, Monsieur le député-maire de Grenoble Michel Destot, être maire de Grenoble est à peu près aussi important qu'être président du Parlement européen. Grenoble est une ville magnifique.

Mesdames et messieurs, je regrette, je n'ai pas étudié votre aimable langue à l'école, c'est pourquoi je ne peux faire tout mon discours en français. Cependant, je vais dire quelques mots dans votre langue.

Chers collègues du Parlement européen, cher Jean Luc Bennahmias, cher Bernard Soulage, cher Jean Quatremer, Excellences, mesdames et messieurs, chers amis.

C'est un grand honneur et un plaisir pour moi d'être avec vous ce soir à Grenoble pour ce forum citoyen. Je voudrais remercier la ville de Grenoble et les Grenoblois pour leur accueil chaleureux et pour avoir permis ce débat avec des députés du Sud-Est de la France.

Le Parlement européen est la seule institution européenne démocratiquement élue, il est la voix des citoyens dans l'Union européenne. En tant que président de cette institution, c'est une grande récompense pour moi d'avoir, ce soir, un échange de points de vue sur l'état de l'Union européenne à la veille des élections européennes avec tant de citoyennes et citoyens de Grenoble, tant d'étudiants et de jeunes votants.

J'ai voulu venir à Grenoble car c'est une des villes la plus étudiante de France : un Grenoblois sur sept est étudiant. Est-ce juste ? Oui, d'accord. J'ai de bons collaborateurs.

(Rires)

M. Hans Gert Pöttering - C'est très important, si vous êtes dans une position responsable, d'être entouré de personnes fidèles pour l'Europe et pour vous-même.

Je souhaite dire aux étudiants et aux jeunes grenoblois que l'Europe vous concerne, c'est l'avenir des jeunes, c'est votre chance.

La seconde raison pour laquelle j'ai souhaité discuter avec les Grenobloises et les Grenoblois, c'est parce que la ville de Grenoble constitue un rôle d'avant-garde technologique, elle parie sur les technologies d'avenir et le développement durable. Monsieur le député-maire a déjà parlé de Grenoble.

Grenoble a su notamment développer un modèle de partenariat université-entreprise-recherche impressionnant. Vous êtes un exemple à suivre en France et dans l'ensemble de l'Union européenne.

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Mesdames et messieurs, chers amis, le débat de ce jour a lieu à un moment crucial pour l'Union européenne. D'abord, nous fêtons cette année le trentième anniversaire des premières élections européennes au suffrage universel. J'ai le privilège d'être membre du Parlement européen depuis la première élection directe, j'étais le plus jeune de notre groupe, mais vous êtes plus jeunes que je l'étais en 1979.

(Applaudissements)

M. Hans Gert Pöttering - Je suis aussi candidat pour les élections du 7 juin. Si les citoyens allemands le veulent, s'ils votent pour mon parti, je serai le seul, après les élections, à être dans le Parlement européen depuis la première élection de 1979. Malheureusement, vous ne pouvez pas voter pour moi.

Bien sûr, vous savez que le premier président du Parlement européen élu au suffrage universel direct fut une grande dame de France, Madame Simone Veil. J'ai une grande admiration pour Madame Simone Veil pour laquelle j'ai voté en 1979. J'ai invité tous les anciens présidents du Parlement européen la semaine prochaine pour une rencontre au Parlement européen.

Après plus d'un demi-siècle d'existence, l'Union européenne est aujourd'hui confrontée à des défis majeurs et a dû faire face, ces quelques derniers mois, à une série de crises de grande ampleur.

Maintenant, je vais continuer dans une langue qui n'est pas la mienne, l'anglais, mon anglais étant légèrement meilleur que mon français.

(Traduction du texte prononcé en anglais)

Aujourd'hui notre continent est réunifié et la liberté et la démocratie ont fini par s'affirmer. Pour la première fois, les 4 et 7 juin 2009, environ 375 millions d'Européens des 27 Etats membres pourront participer ensemble aux élections européennes. Cependant, ces élections auront lieu dans un contexte très différent d'il y a 30 ans.

Lorsque j'ai été élu au Parlement européen en 1979 -vous êtes si jeune que peut-être vous aurez du mal à comprendre, mais vous avez une manière différente de voir les choses que nous- si quelqu'un nous avait dit que le 1er mai 2004, trois pays occupés par l'Union soviétique, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, que les pays du pacte de Varsovie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie puis la Hongrie, la Slovénie et certains pays de l'ancienne Yougoslavie, feraient aujourd'hui partie intégrante de la vie de notre Union européenne ; si quelqu'un m'avait dit en 1979 que mon pays serait

réunifié dans la liberté, j'aurais dit que c'était une très belle vision mais que cela ne se réaliserait jamais de notre vivant. Evidemment, nous le souhaitons, nous le voulions, mais nous ne pensions pas que cela se réaliserait de notre vivant. Cela s'est réalisé et maintenant nous sommes ici, tous ensemble, c'est une évolution merveilleuse qu'il ne faut jamais oublier.

Vous, les jeunes, vous n'avez pas vécu tout cela mais vous l'avez appris à l'école dans les livres d'histoire. Il faut faire passer ce message aux jeunes pour que tous nous comprenions d'où nous venons et la raison d'unification. La raison, comme l'a dit le maire de Grenoble, était de construire la paix entre les différents pays en Europe. Je comprends que la jeune génération n'ait pas comme préoccupation première la paix entre les Européens, mais c'est la base de tout ce que nous faisons ici dans l'Union européenne. Nous devons faire tout notre possible pour toujours défendre des solutions pacifiques entre nos pays et nos nations. Depuis la chute du mur de Berlin à la fin de la guerre froide, la scène internationale a changé rapidement en créant un important besoin sans cesse accru pour la sécurité, la coopération et le leadership. Suite à l'effondrement du système financier international, nous voyons la pire crise financière depuis la grande dépression des années 30. Le chômage augmente, la récession devient une réalité en Europe, les gens sont préoccupés pour leur emploi et pour l'avenir de leurs enfants. Dans ce contexte on peut se demander pourquoi ils prendraient la peine d'aller voter pour le Parlement européen. Ma voix aura-t-elle un impact ? Faut-il vraiment que je vote ?

Dans le passé le besoin de paix a rapproché les Européens. Aujourd'hui beaucoup de problèmes nécessitent que l'on coopère au niveau européen, avec des positions fortes de l'Union européenne dans le monde. Aucun pays ne peut s'isoler des impacts de la globalisation. On ne peut pas régler ces problèmes seul, ni la grande nation qu'est la France, ni l'Allemagne réunifiée, même pas le Royaume-Uni, personne n'a la possibilité de le faire.

Gordon Brown, c'est très important, est venu avant-hier au Parlement européen. Il est le président du Sommet du G20 dans quelques jours à Londres et il est venu pour faire passer son message et pour discuter des problèmes avec le Parlement européen. Que le Premier ministre du Royaume-Uni le fasse, c'est remarquable et c'est une indication que nous pouvons, que nous devons travailler étroitement les uns avec les autres. Aujourd'hui l'intégration européenne devrait surtout permettre au continent européen de s'affirmer dans une ère de mondialisation. La façon dont l'Union européenne gère ces défis et s'adapte au futur déterminera l'influence qu'elle exercera dans le monde. A première vue, les élections européennes semblent quelque chose d'un peu lointain, mais les politiques et les stratégies mondiales établies au niveau de l'Union européenne permettront de répondre demain aux préoccupations des citoyens et tout cela aura un énorme impact sur notre vie quotidienne. L'Union

européenne est notre réponse aux défis de la mondialisation et le Parlement européen joue un rôle important dans ce processus. Il doit s'assurer que les intérêts des citoyens sont au centre de toutes nos politiques communes et de toutes nos actions. Si vraiment nous sommes unis, nous pourrions être très forts. Nous sommes 500 millions de personnes dans l'Union européenne, 200 millions de plus qu'aux Etats-Unis. Si nous avons une volonté politique, une détermination politique, si nous avons la possibilité de convaincre le monde et l'Europe d'aller plus loin, nous pourrions faire beaucoup, mais il faut le faire ensemble, on ne peut le faire à titre individuel.

Parlons un instant des défis financiers et politiques. Si le point de départ de la crise économique actuelle se trouve dans le système financier, maintenant la crise touche la vie quotidienne de trop d'Européens. Monsieur le maire a déjà parlé de cela. Considérant les difficultés, une action coordonnée était nécessaire et l'Union européenne a agi rapidement et de concert. Elle a réussi à prévenir le pire de la crise financière, elle a permis de restaurer la confiance dans les marchés. Pendant un instant il y a eu un grand danger dans l'Union européenne. Le marché unique serait divisé en marchés nationaux protectionnistes. Avec une coordination rapide on a pu les éviter. La crise actuelle a montré que l'autorégulation a ses limites. La liberté va de paire avec l'ordre, le principe des marchés ne peut pas être un marché déréglementé, ce ne peut être la loi de la jungle sur les marchés. Pour éviter ce phénomène dévastateur, à l'avenir nous devons faire une réforme générale du cadre réglementaire pour un meilleur contrôle dans les secteurs financiers. Il faut restructurer les marchés financiers dans le monde et tous les produits financiers qui ont des risques systémiques devraient faire l'objet d'un système de contrôle. Nous ne voulons pas un excès de contrôles, loin de là, mais il nous faut de meilleures règles, une politique d'ordre dans le sens d'une économie sociale de marché. Je sais qu'en France cette économie sociale de marché est peut-être un peu difficile à comprendre, mais c'est maintenant dans le traité et cela veut dire que nous croyons au marché. C'est l'expression de la liberté de l'être humain actif, mais le marché n'est jamais un instrument en soi, le marché doit toujours servir les peuples. Le marché a aussi une dimension sociale et c'est pourquoi nous parlons dans le traité de Lisbonne de l'économie sociale de marché. Le système financier doit donc être au service de nos économies et doit prendre en considération les besoins des start-up et des PME qui d'ailleurs créent la plupart des emplois en Europe. Nous ne pouvons pas avoir un secteur financier qui ne fait que des profits et qui laisse aux publics les dettes à payer. Cela ne marche pas. Le Parlement européen revoit actuellement une réglementation proposée sur les agences de rating et révisé la législation sur les besoins en capital. Nous espérons parvenir à des résultats concrets avant la fin de cette législature. Nous devons faire tout notre possible pour que les normes européennes soient acceptées au niveau international. L'Union

européenne doit continuer à jouer un rôle de pionnier dans la réorganisation des marchés afin que le modèle européen soit reconnu comme étant une des normes internationales.

Mesdames et messieurs, l'Union européenne et ses Etats membres ont une énorme tâche, développer des solutions pour aider notre système à sortir de la crise et pour créer de nouveaux emplois en Europe, de meilleures possibilités et une meilleure qualité de vie. Nos meilleures chances résident dans la coordination et la coopération. N'oublions jamais que la politique, quel que soit son niveau, national, européen, local, ne crée jamais d'emplois. Le gouvernement français et l'Union européenne ne peuvent pas créer d'emplois. C'est de la responsabilité des politiciens de créer un cadre de travail pour l'environnement, pour l'industrie, pour l'économie pour que ces derniers créent des emplois.

Comme vous le savez certainement, la semaine dernière les chefs d'Etats européens se sont réunis à Bruxelles et ont rencontré le président de la Commission. Il a fait un discours d'une quinzaine de minutes et a répondu à quelques questions. Les membres sont heureux quand le président du Parlement européen quitte la pièce, même si la personne est appréciée, car il est considéré comme quelqu'un de très exigeant et les gouvernements ne sont pas très contents d'être contrôlés par le Parlement européen car nous disons ce que nous pensons et nous exigeons un parlement avec plus de démocratie. Cependant, je crois que c'est une bonne chose que le président européen puisse s'exprimer devant le Conseil européen.

Le Conseil européen a dégagé 5 milliards d'euros pour financer des projets dans le domaine stratégique comme l'énergie, Internet, la bande large, l'objectif étant de stimuler l'économie et d'obtenir des investissements pour les technologies de demain. Cela fait partie de ce plan de remise en avant que le Conseil européen met en œuvre. Une somme globale de 30 milliards d'euros est mise à disposition sur les ressources de l'Union européenne pour lutter contre la crise en agissant par le biais de la Banque européenne de l'investissement pour renforcer financièrement les petites et moyennes entreprises. C'est important qu'il y ait des prêts avec des taux d'intérêts très bas, c'est un encouragement pour l'investissement.

On en a parlé tout à l'heure à la mairie, Monsieur le Député-maire, c'est quelque chose d'extraordinaire, j'admire le système... pouvoir être à la fois membre d'un parlement international et maire d'une ville, c'est extraordinaire.

(Applaudissements)

M. Hans Gert Pöttering - Je suis sûr que cela vous plaît à vous autant qu'à moi. Ces 200 milliards nous seront donnés par les Etats membres et il y a une augmentation du fonds de solidarité pour les pays de l'Europe centrale pour leur permettre de se développer lorsqu'ils ont des problèmes. Monsieur le Consul de Slovaquie se trouve dans une situation heureuse, il n'en aura pas besoin, c'est toujours mieux de ne pas avoir besoin de l'argent des autres.

Actuellement nos économies subissent des changements. Au milieu de cette crise nous pouvons nous rendre compte que les économies futures se forment. L'Europe doit répondre à ces défis et organiser la future économie mondiale pour préparer l'avenir. Le monde connaît des changements radicaux dans le cadre de la mondialisation. Nous devons nous adapter. L'investissement dans les industries de demain, surtout dans les nouvelles technologies, dans les sources d'énergie alternative, les technologies de l'information, tout cela fait partie de la réponse à la crise. La ville de Grenoble le sait très bien, c'est le premier centre de recherche privé/public en France, peut-être même en Europe, dans l'Union européenne. C'est le premier pôle d'excellence de l'Union européenne dans le domaine des Nanos technologies. Il a été reconnu en tant que tel dans le sixième programme européen pour la recherche.

Grenoble a bénéficié des soutiens européens dans ces domaines et participe activement à 10 programmes lancés par l'Union européenne. Le Parlement est une instance importante dans la négociation du budget européen. C'est le Parlement européen qui a augmenté les sommes allouées alors que les chefs d'Etat en 2005 voulaient réduire les financements alloués au programme Erasmus et à tous ces programmes importants pour vous les jeunes. J'étais à ce moment-là président d'un groupe politique. J'ai dit « *si on n'augmente pas les financements pour Erasmus, on dira non lors du vote du budget 2007-2013.* » Ils savaient que nous le ferions et ainsi le budget a été revu, nous avons obtenu davantage d'argent pour les jeunes générations. J'espère que vous en bénéficierez tous.

(Applaudissements)

M. Hans Gert Pöttering – Je peux en parler facilement aujourd'hui, mais il a fallu que je me batte pour faire accepter mon point de vue. Cela fait partie de la complexité du système de l'Union européenne, c'est aussi ce qui fait sa richesse, défendre son point de vue et les institutions. L'Union européenne veut continuer à soutenir l'effort financier des régions et favoriser la croissance, la compétitivité et l'emploi de demain. Si nous investissons dans les domaines de l'éducation, de la formation, nous pouvons nous préparer aux changements de demain. Personnellement, je pense que

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



l'investissement dans l'éducation est la chose la plus importante que nous pouvons faire dans l'Union européenne car les jeunes sont ceux qui feront notre futur du XXI^{ème} siècle.

Le marché européen intérieur est un atout majeur pour nos économies et pour les Européens. C'est une des plus belles réussites de l'Union européenne. L'Union européenne n'est pas qu'une association d'intérêts économiques. Nous sommes une communauté et portons la responsabilité de la cohésion de la société européenne. Au sein de l'Union, la combinaison de la compétitivité, du free market, de la justice et des intérêts sociaux est importante.

Le rôle du Parlement européen, en tant que législateur européen, c'est de s'assurer que nos valeurs européennes communes se retrouveront dans notre législation européenne. C'est notre devoir envers le citoyen. Le nouveau traité de Lisbonne nous rappelle que l'Union européenne est fondée sur le principe de l'économie sociale de marché dont je vous parlais tout à l'heure.

Mesdames et messieurs, n'oublions pas qu'en 1979, lorsque le Parlement européen a été élu pour la première fois, on m'a demandé à plusieurs reprises, même dans les années 80, pourquoi je n'avais pas voulu me présenter au Parlement national. Ma réponse était « *à l'avenir l'Allemagne et la France, la Grande Bretagne tous les pays qui appartiennent à l'Union européenne n'auront plus d'influence dans le monde.* » Les gens m'ont dit « *oui, mais il n'y a pas de possibilité de légiférer au Parlement européen.* » C'est vrai qu'en 1979 le Parlement européen avait zéro pouvoir de législation, mais l'Europe est en marche. Aujourd'hui, 75% des lois sont votées au Parlement et cela montre l'importance croissante du Parlement européen. Avec le traité de Lisbonne nous espérons augmenter nos pouvoirs à 100%. C'est pourquoi nous ferons notre travail pour que cela se réalise. Nous avons des difficultés avec la République tchèque. La Slovaquie, peut-être que Bratislava pourra vous aider. Je pense que cela sera intéressant que le plus petit partenaire aide le plus grand.

Mes chers amis, n'oublions pas la difficulté que nous avons eue à imposer la monnaie unique, l'euro. Cela n'a pas été facile de la faire accepter. Les gens de mon pays se moquaient du deutschemark, c'était un symbole national qui datait d'après la guerre. Pour les Allemands cela a été difficile de se passer du mark, ils y étaient très attachés. Aujourd'hui nous avons l'euro. Admettons que nous n'ayons pas eu l'euro, cette monnaie européenne. Si nous avions eu le franc, la lire ou le deutschemark pendant cette crise, certains pays auraient connu des dévaluations, d'autres le contraire, et il y aurait eu une concurrence terrible entre les différents pays et les différentes monnaies. Cela aurait été très mauvais pour les exportations et le marché intérieur. C'est excellent que nous ayons cette monnaie européenne et nous devons faire tout notre possible pour défendre la stabilité de l'euro. Je suis ravi que ce soit un français, Jean-Claude Trichet, qui préside la Banque centrale européenne. Je ne sais pas si la grande majorité des français est du même avis, peut-être

pas, mais moi je suis ravi qu'un Français soit président de la Banque centrale européenne. Vous auriez pu applaudir, je vous ai simplement donné mon impression. Beaucoup de Français pensent comme moi.

Si vous le voulez bien, maintenant je vais parler du changement climatique. Nous parlons de la crise et des marchés financiers, mais il ne faut pas oublier de lutter contre le changement climatique. Il ne disparaît pas à travers les problèmes économiques.

L'impératif de la lutte contre les changements climatiques n'est pas à considérer comme une charge mais plutôt comme une incitation à préparer notre économie avec célérité pour la troisième révolution industrielle dans la perspective d'une possible vitalité, d'une croissance et d'une compétitivité qui sont en jeu. En adoptant, dans son ensemble, les mesures sur l'énergie en décembre 2008, le Parlement européen a fait un pas en avant énorme afin de combattre les changements climatiques. N'est-ce pas une chose excellente que pour une fois nous agissions avant les Américains et que nous assumions pleinement nos responsabilités ? Le nouveau ministre des affaires américaines s'est rendu auprès du Parlement européen devant beaucoup de jeunes, il a discuté avec eux. C'est Hilary Clinton qui a dit que l'Union européenne jouait ce rôle moteur de pionnier dans la lutte contre les changements climatiques. Les Indiens, les Chinois, les Russes et d'autres pays encore vont aussi prendre part à ce défi et nous rejoindre. Avec un peu de chance, en décembre à Copenhague, aura lieu cette grande conférence sur la période de post-Kyoto et peut-être arriverons-nous à nous accorder. Ce qu'il nous faut c'est un mixe énergétique. Nous avons besoin d'énergies renouvelables, du pétrole, du gaz et du charbon. Peut-être êtes-vous davantage friands d'énergie nucléaire ?

En Allemagne, le gouvernement précédent avait décidé d'arrêter ces centrales nucléaires en 2020. C'est mon point de vue. Vous ne le partagerez peut-être pas, mais en France l'attitude à l'égard de l'énergie nucléaire est différente de celle de l'Allemagne. Je pense que ce n'est pas une bonne idée que l'Allemagne arrête complètement sa production nucléaire. Je pense que ce n'est pas une bonne idée et qu'à partir de 2020 l'Allemagne dépendrait d'une énergie nucléaire qui viendrait d'ailleurs. Il nous faut donc un bon panachage des différents types d'énergie et surtout une infrastructure qui nous permette de ne pas être dépendants d'un seul pays comme la Russie.

Je vais à présent vous parler de nos voisins. Je voudrais d'abord m'attarder quelques instants sur nos voisins de l'Est et ensuite je vous parlerai de nos voisins Méditerranéens.

Un sommet aura lieu le 7 mai avec les pays suivants, ce sera un sommet de l'Union européenne : l'Ukraine, la Moldavie, l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et on ne sait toujours pas si la Biélorussie

se joindra à ce cénacle. Nous voulons créer de bons liens de partenariat avec ces pays. Si vous prenez un pays comme la Biélorussie, j'ai eu la possibilité de discuter avec des jeunes de Minsk. Ils n'étudient pas à Minsk mais à Vilnius, la capitale de la Lituanie, parce que le dernier dictateur européen, Alexandre Loukachenko, a fermé l'université de Minsk. Ces jeunes ont dû s'exiler à Vilnius. Ils nous ont dit, « *ne nous oubliez pas dans l'Union européenne, nous partageons vos valeurs, nous voulons vivre dans une société comme la vôtre, c'est notre rêve.* » Mesdames et Messieurs, c'est de notre responsabilité en tant qu'Européens de défendre nos valeurs mais aussi les valeurs et les intérêts de ceux qui sont Européens, même s'ils ne sont pas dans l'Union européenne. Tous les êtres humains ont le droit de profiter de ces valeurs humaines, de ces dignités humaines, et nous devons, Parlement européen, défendre les droits de l'Homme sur les bases planétaires. C'est notre devoir.

(Applaudissements.)

M. Hans Gert Pöttering - Je regarde ma montre et je me dis que je ne vais pas continuer la lecture de mon intervention mais vous dire cela en guise de conclusion.

Il y a quelques semaines, sous présidence française, je me suis rendu dans la maison de Jean Monnet, au Panthéon. Je me suis incliné devant sa tombe. Jean Monnet était un personnage considérable, il était français. S'il avait été allemand il n'aurait peut-être pas connu le succès qu'il a eu. Il n'en reste pas moins qu'il était français. Ses idées ont été reprises par Robert Schuman que tout le monde n'aimait pas forcément en France puisqu'il venait de Lorraine. L'Alsace et la Lorraine, on savait que de Paris on voit les choses de manière différente, mais vous connaissez cela mieux que moi puisque vous êtes français. Lorsqu'il a prononcé cette phrase, c'est une superbe phrase mais elle est frappée au coin de la sagesse, « *rien n'est possible sans l'être humain, rien de durable n'est possible sans les institutions.* »

Dans cette Union européenne il nous faut des gens animés d'une forte volonté mais avec un bon comportement, il faut toujours être sympathique avec les gens mais à côté de cela il faut des institutions. Dans l'Union européenne nous avons cette crise, je pense à la République tchèque. Le gouvernement a été mis en minorité. Un vote de méfiance a été adressé au gouvernement tchèque qui est en même temps à la présidence de l'Union européenne. Cette situation à Prague nous déplaît. Le Conseil, la Commission, même si la présidence du Conseil aujourd'hui est affaiblie en raison de cette situation politique à Prague, l'Europe continuera de fonctionner. Il ne faut pas se gargariser en permanence du mot « crise ». Il y a toujours des changements dans la construction de l'Europe. Un

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



président français que j'admire beaucoup, avec lequel je ne suis pas d'accord sur tout, je songe au général de Gaulle, voulait une Europe avec un vote à l'unanimité au niveau du Conseil. Il pensait que si tout le monde était d'accord l'Europe pouvait progresser.

Or, Jean Monnet ne partageait pas cet avis. Il estimait qu'il devait y avoir des votes à la majorité. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France peuvent être en minorité parfois. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de progrès. C'est toujours la majorité qui décide. Bien sûr il faut toujours tenter de fédérer tout le monde, mais si tout le monde n'est pas d'accord, parfois il faut voter à la majorité. C'est justement ces institutions que nous défendons au Parlement européen. Nous acceptons que le vote à la majorité prévale, et lorsque le président du Parlement européen dirige ces votes, aujourd'hui c'est une exception puisque je suis parmi vous, ce n'est pas toujours simple et pourtant cela a marché. Le Parlement européen est un modèle dans le cadre de ce processus européen d'intégration et d'unification, malgré les multiples difficultés. En dépit de toutes ces difficultés nous avons montré que cela pouvait fonctionner.

Nous sommes dans une situation difficile, nous n'avons toujours pas le traité de Lisbonne. Nous demandons au Sénat tchèque, de donner un oui massif à ce traité de Lisbonne. Nous demandons à la présidence de la République tchèque de signer et de ratifier. Le président allemand, lui, va signer immédiatement la loi ou le document de ratification lorsque la cour institutionnelle allemande aura tranché. Nous espérons que sa décision tombera début juin et j'espère que cet arrêt de la cour institutionnelle sera positif. Nous espérons ensuite que le président de la République polonaise, Lech Kaczynski, le ratifiera après que le parlement et le sénat l'aient fait.

Ensuite nous aurons un referendum, le deuxième du nom en Irlande. Comme les Irlandais se sont vus octroyer beaucoup de concessions, j'ose espérer que le résultat de ce referendum en Irlande sera positif cette fois-ci. Je voulais rendre hommage à Monsieur Sarkozy puisque c'est sous la présidence française que ces premières dispositions ont été conclues avec l'Irlande. J'espère que cette fois les Irlandais voteront positivement.

Mesdames et messieurs, je conclurai en vous disant ceci. Je pense foncièrement que l'Union européenne a une occasion unique, encore faut-il qu'elle puisse la saisir. Pour la saisir il lui faut l'aide de ses citoyens. C'est la jeune génération qui se mobilise car cette jeune génération est celle du XXI^{ème} siècle. L'Union européenne est loin d'être un paradis. D'ailleurs cette Union européenne ne sera jamais un paradis puisqu'il n'existe pas sur terre. Ceux qui vous le promettent dans les systèmes totalitaires communistes ou les nationaux-socialistes, malheureusement allemands, et bien ces

perspectives ne doivent plus pouvoir s'exprimer aujourd'hui. Il ne faut plus de totalitarisme à travers le monde aujourd'hui. Pour y parvenir nous devons jouer un rôle essentiel. Nous devons avoir l'unité dans la diversité, nous ne voulons pas d'une Europe complètement harmonisée. Vous êtes français, les Allemands sont allemands, les Italiens sont italiens, et cette Union européenne serait bien lamentable si elle n'était qu'une sorte de brassage insipide comme le sont un peu les Etats-Unis. Nous avons notre propre dignité dans notre nation, bien sûr. Nous devons créer cette unité dans la diversité et si nous le faisons, je suis convaincu que notre avenir sera rose.

Chers amis grenoblois, étudiants et jeunes votants, l'Union européenne est notre réponse à la globalisation, à la crise économique. L'Union européenne, c'est notre force de frappe pour assurer un avenir meilleur, un environnement sain pour donner de nouvelles chances aux jeunes. C'est notre Europe, c'est notre tâche de défendre l'unification de l'Europe.

Merci pour votre attention, merci beaucoup.

(Applaudissements)

Isabelle Coustet – J'appelle nos participants au débat :

Bernard Soulage, député européen, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes et grenoblois.

Jean-Luc Bennahmias, député européen depuis 2004, membre du Modem, vice-président du Modem et conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Jean Quatremer va animer nos débats. Pour ceux qui ne le connaissent pas, Jean Quatremer a un blog qui s'appelle "Les coulisses de Bruxelles". Il est le correspondant du journal Libération à Bruxelles, c'est un fin connaisseur des questions européennes qui n'a pas sa langue dans sa poche. Il va modérer notre débat ce soir.

Je tiens à excuser Madame Grossetête qui a été annoncée ce soir mais elle a dû rester pour des votes d'urgence au Parlement européen. Comme vous l'a dit Monsieur Pöttering, c'est une semaine de sessions plénières au Parlement européen. On a fait tout ce que nous pouvions pour avoir ce meeting européen un jeudi soir. Françoise Grossetête a pris un avion plus tardif, elle nous rejoindra dans la soirée, mais peut-être pas pour conclure ce débat. Nous la saluerons au cocktail.

Je vais tout de suite laisser la parole à Jean Quatremer qui va animer le débat avec nos membres du Parlement européen et avec le président qui nous fait l'honneur de rester pour répondre à vos

questions. Tout comme moi Jean Quatremer a considéré que nous ne ferons pas un long débat entre les députés, mais que nous vous donnerons la parole le plus rapidement possible.

Je souhaite signaler à nos participants qu'il y a dans la salle des lycéens qui ont travaillé sur les questions européennes et que nous essaierons de donner la priorité à leurs questions.

Merci à vous.

Jean Quatremer – Quelques notations pour commencer. Nous votons dans neuf semaines. Avez-vous remarqué qu'il y a des élections européennes ? Personnellement, non. On est en pleine crise économique, l'une des plus graves que nous connaissions. L'Europe est sans doute le bon niveau de réponse, mais avez-vous entendu parler des élections européennes ? Avez-vous vu les partis parler de l'Europe ? Absolument pas.

Au sein du PS on a vu des gens qui se déchiraient pour faire partie des listes. Avons-nous vu le Modem ? Je ne veux pas dire du mal du Modem, mais c'est une machine de guerre autour de François Bayrou qui pense d'abord aux présidentiables avant de penser à l'Europe. Il est vrai que pour l'instant on n'entend pas beaucoup la parole du Modem sur l'Europe. L'UMP, n'en parlons pas. Pour l'instant nous n'entendons pas parler d'Europe, c'est quand même problématique.

En 2005 il y avait un referendum sur la constitution européenne. On parlait de l'Europe, on s'est déchiré en France autour des questions européennes. On pouvait raisonnablement s'attendre à ce que les partis politiques nous parlent de l'Europe. Or, cela ne se passe pas ainsi.

Un récent sondage indique que seulement 52% des Français sont intéressés par les élections européennes. C'est un chiffre qui devrait paniquer les Européens. De même, la participation s'annonce catastrophique. Catastrophique en France mais encore plus dans un certain nombre de pays. Il faut savoir que depuis 1979, la participation aux élections européennes n'a cessé de diminuer. En France, on est passé de 58% à 42%. Les prochaines ne s'annoncent pas mieux. Il y a un véritable problème de connaissance sur le Parlement européen, sur ses pouvoirs et sur la réalité de ce qu'il peut faire. C'est problématique pour le Parlement européen, c'est problématique pour les Européens.

Un autre chiffre m'a frappé, cela pose aussi la question de la responsabilité du citoyen lui-même. En 2005, un grand débat citoyen sur la constitution européenne. En 2007, EUROSTAT a fait un sondage en France sur la connaissance des Français quant aux institutions européennes. Savez-vous que seulement 45% des Français, deux ans après ce grand débat de 2005, savent que les députés européens sont élus au suffrage universel direct ; moins d'un Français sur deux.

Une fois que l'on a ce tableau devant les yeux, on ne peut être qu'angoissé de ce qui s'annonce en juin prochain. Une campagne est à mener, une pré-campagne européenne est à faire. C'est aux députés européens et aux responsables politiques et aux journalistes d'essayer de faire comprendre l'Europe à nos concitoyens. Dans les médias, j'en sais quelque chose, parler d'Europe est extrêmement difficile, cela n'intéresse pas, on estime que cela embête la ménagère de moins de 50 ans. Quand je parle d'Europe, on me répond « *c'est ennuyant, laisse tomber.* »

Je souhaite avoir quelques mots sur ce désintérêt et ensuite je passerai la parole à la salle puisque les lycéens ont préparé beaucoup de questions très intéressantes.

Jean-Luc Bennahmias - Tout ce que tu dis n'est pas faux. C'est un peu excessif dans le sens qu'un certain nombre de formations politiques sont déjà organisées pour être en campagne. Néanmoins, elles ne se leurrent pas une seule seconde. La crise économique, le président en a parlé, la crise financière, la crise sociale, la crise environnementale, la crise morale, la crise éthique, etc. font que nos concitoyens ont pas mal d'autres soucis en tête. C'est dommage, c'est extrêmement dommage. Madame Grossetête s'excuse car elle est parlementaire européenne et qu'elle doit encore voter au Parlement européen ce soir, ce qui est vrai. D'ailleurs, Bernard Soulage et moi, qui sommes aussi députés européens, sommes avec vous ce soir et non pas au Parlement européen en train de voter. Complexité aussi des institutions qui font que pendant la campagne, alors que la campagne est commencée, le Parlement européen jusqu'au 10 mai continue à travailler. Nous n'avons pas chômé cette semaine. Nous étions à Strasbourg, nous avons fait une série de votes hier sur les accords internationaux entre l'Union européenne et l'ensemble des pays du Pacifique et l'ensemble des pays africains car l'Union européenne a beaucoup de prérogatives et que le Parlement européen en a encore pas mal. Cependant, ils n'en ont pas assez et tant que nous n'aurons pas le traité de Lisbonne, les prérogatives du Parlement européen seront certes importantes mais pas suffisantes. Qui est garant de l'intérêt général dans le cadre européen ? Malheureusement, de moins en moins la Commission européenne, sinon on le saurait. Le Conseil européen (?) gouvernement, dernièrement il y a un petit repli (quand je dis petit repli, je pèse mes mots) vers l'Etat-nation, tout le monde l'a remarqué. Qui est garant de l'intérêt général ? Le Parlement. Vous l'avez bien entendu dans le discours du président du Parlement européen. En l'écoutant, savoir si Monsieur Pötering était de droite, de gauche, du centre ou écolo était bien difficile et bien délicat. Derrière ce discours, il y avait le compromis à l'européenne difficilement compréhensible dans notre pays. Dans notre pays on est de droite ou de gauche et après on est minoritaire ou majoritaire. Cela n'existe pas dans le cadre du Parlement européen, nous débattons thème par thème. Le président ici présent ne préside pas toutes

les séances, il y a des vice-présidents pour l'aider, heureusement, de toutes nationalités et de tous les groupes. Le président ou les vice-présidents qui animent la séance plénière au vote ne sait jamais avant le vote qui sera majoritaire ou qui ne le sera pas, thème par thème. C'est cela qui fait le compromis à l'européenne et qui devrait être, à mon sens et au sens de mon organisme politique du Mouvement Démocrate, ce qui devrait générer dans l'ensemble du pays, dans l'ensemble de l'Union européenne, les politiques communes d'intérêt général.

Libération s'occupe très peu d'Europe, mais le site de Jean Quatremer s'occupe beaucoup d'Europe. Je fais sa promo car il ne peut pas la faire seul. Sur ce site vous aurez des nouvelles jour après jour et des informations directes sur ce qui se passe au Parlement européen.

J'essaie de faire un peu d'humour, la situation est suffisamment pénible, difficile et délicate. Vous êtes là ce soir, c'est génial. Je suis déjà en campagne électorale tout en continuant mon travail de parlementaire européen. Les salles qui viennent nous voir ne sont pas massives encore aujourd'hui, les gens ne sont pas en campagne. On a du travail pour redonner envie d'Europe, pour redonner confiance dans le cadre de l'Union européenne. On y reviendra au cours du débat, car nous allons passer aux questions juste après. Nous avons un travail considérable. Que je sois souverainiste ou fédéraliste, il n'y aura pas d'Union européenne forte sans que l'ensemble des Etats mette la main à la pâte et vice versa, que l'on soit fédéraliste ou souverainiste. Une Union européenne est une nécessité totale par rapport au contexte dans lequel nous vivons.

(Applaudissements)

Jean Quatremer – Bernard Soulage, pensez-vous que le compromis à l'européenne, qui est difficilement compréhensible pour les Français, est une des explications de ce désintérêt des Français pour les élections européennes ?

Bernard Soulage – Oui, en partie. Malheureusement, je suis un peu moins optimiste que Jean-Luc, car si nous parlons de la crise, le président a donné les vrais chiffres, Jean-Luc le sait, on s'est enguirlandé (sic) au Conseil, à la Commission et au Parlement pour le fameux plan de soutien de l'Union européenne, c'est 5 milliards d'euros. Le vrai plan de soutien de l'Union européenne, c'est 5 milliards d'euros, c'est ridicule, ridicule. J'ai honte d'en débattre au Parlement européen pour 5 milliards d'euros. Toute modestie gardée, si nos concitoyens ne regardent pas en se disant que c'est là-bas que ça se joue, c'est honnêtement parce que ce n'est pas complètement là-bas que cela se joue. C'est vrai que sur la législation on peut avancer des chiffres, 75% de la législation est

européenne. Cependant cela exclut la fiscalité et le social. C'est vrai que cela traite de choses très importantes, mais à ce jour en Europe on n'est même pas capable d'avoir une base commune d'impôts sur les bénéficiaires. Chacun tire dans son coin parce que l'on a gardé la fiscalité à l'unanimité et que du coup on n'avance pas. Il faut honnêtement dire à nos concitoyens qu'il faut faire plus d'Europe. L'Europe est la bonne réponse à la crise, c'est clair. Néanmoins cela suppose que l'Europe fasse autre chose que ce qu'elle fait avec les moyens qu'elle a, à la fois au plan budgétaire et au plan de sa législation.

Prenons la question des paradis fiscaux pour laquelle je me bats énormément, que je considère comme absolument centrale dans la sortie et parmi les choses que nous devons faire bientôt. Nous sommes dans un domaine où l'Europe décide à l'unanimité. Je crois que c'est la première des questions. Faisons plus d'Europe et peut-être que les gens s'intéresseront davantage à l'Europe.

Deuxième élément, je ne sais pas si Jean-Luc dit cela car ça lui permet d'expliquer son positionnement politique, cela me paraît tout à fait sage, mais je pense qu'il faut politiser l'Europe au bon sens du terme. Je vais balayer devant ma propre porte, je regrette que le PSE n'ait pas un candidat à la présidence de la Commission européenne. Je le regrette. J'ai encore milité au groupe socialiste il y a deux jours pour que l'on politise au bon sens du terme. Les Français ne s'intéresseraient-ils pas plus à l'Union si on disait que Monsieur Barroso est le candidat d'une politique, d'un ensemble, d'une force politique avec un programme, et si en face il y avait X ou Y ? En l'occurrence j'étais favorable à la candidature...

Jean Quatremer – Monsieur Barroso est candidat du parti conservateur.

Bernard Soulage – Candidat du parti populaire, voire une alliance, ce n'est pas scandaleux, mais qu'il y ait un bon élément de débat, pas simplement par les personnes, mais aussi par le programme et qu'il y ait une adéquation. Le parti socialiste européen arrive avec un grand progrès qui s'appelle le Manifesto, qui est un vrai texte. Cependant, au moment de le porter et de l'incarner à une personne, nous disons non parce que tel ou tel membre de ce parti qui est au gouvernement (pour ne pas citer Gordon Brown) décide qu'il vaut mieux conserver l'actuel président de la Commission. C'est vrai, aujourd'hui il faudrait faire un peu plus de politique européenne. Mon interrogation est la suivante : Les Français s'y intéresseront-ils davantage s'il y a plus d'enjeux et s'ils sont simplifiés au bon sens du terme ? Quand ont-ils perçu cela ? Jean-Luc avait raison, ils l'ont perçu deux fois en France, en 2005 et en 1992. Les plus anciens se rappellent du formidable débat qu'il y a eu autour du traité de

Maastricht. Nous avons eu la même chose en 2005. Quand ils perçoivent le débat, ils sont mobilisés. Je crois qu'il faut repolitiser l'Europe au bon sens du terme.

Je suis tout à fait d'accord sur l'idée que l'on ne pouvait pas trop voir les clivages à travers le discours du président. Je pense qu'il est très important que les forces politiques s'expriment. Ensuite, elles peuvent trouver des compromis mais ce n'est pas simplement dans le robinet d'eau tiède que nous mobiliserons les Européens.

(Applaudissements)

Jean Quatremer – Comment expliquer ce désintérêt croissant du citoyen européen pour les élections européennes ?

Hans Gert Pöttering – Je pense que c'est une question très complexe. On ne peut pas s'attendre à ce que les gens votent si les médias ne parlent pas du Parlement européen.

Je vais vous donner un exemple concernant mon pays. Je ne sais pas quelle est la situation en France, ce n'est pas à moi de juger ce qui se passe en France. Dans les émissions allemandes de télévision, quand le débat concerne des questions politiques, ils n'invitent que des politiciens nationaux, jamais des politiciens européens. Depuis que je suis président du Parlement européen, même si personnellement je ne me plains pas des médias, d'une manière générale je n'ai pas de problème avec la télévision et les journaux, je n'ai jamais, jamais, jamais été invité à un débat. Ce n'est pas correct. Si on veut prendre l'Europe au sérieux, alors il faut que les membres du Parlement européen soient pris au sérieux. Les gens ne les connaissent pas, mais comment voulez-vous qu'on les connaisse si on ne les présente jamais à la télévision nationale ? C'est une chose que nos politiciens nationaux doivent comprendre. C'est ce que je demande à nos collègues. En Allemagne, les commissions régionales et mon parti siégeons en première position. Je n'ai pas besoin de faire la campagne de mon parti puisque je suis sûr d'être élu, ce n'est pas cela, je n'essaie pas de me faire de la publicité. En Allemagne nous avons deux chaînes de télévision qui ne sont pas privées, la première et la deuxième chaîne. Dans le conseil d'administration nos partis sont représentés, mais j'aimerais bien que l'on invite aussi des parlementaires européens sur les chaînes publiques. Cela doit changer et cela va changer car nous allons de plus en plus critiquer ces choses, et mon expérience me dit que l'on finit toujours par l'emporter. Le conseil que je donne aux jeunes, ne lâchez jamais. Si vous avez une idée, battez-vous pour cette idée, insistez pacifiquement et vous aurez gain

de cause. Le succès du Parlement européen est un bon exemple, si nous avons réussi ce n'est pas par miracle, et c'est surtout beaucoup plus que ce que je souhaitais en 1979.

Jean Quatremer – Une récente étude a eu lieu en France sur les sujets européens traités au 20h. En moyenne, 1% des sujets traite de l'Europe et 3% maximum portent sur l'Europe. La chaîne de télévision qui fait le plus sur l'Europe est TFI, devant le service public ; la messe est dite.

J'ai entendu expliquer doctement sur Radio France il y a 15 jours, par le patron d'un journal que je ne citerai pas, que les élections européennes n'intéressaient pas les Français car ces derniers considèrent cela comme un sondage grandeur nature et parce que le Parlement européen n'avait strictement aucun pouvoir, il ne vote que des résolutions, c'est une tribune, il n'a pas de pouvoir. J'en suis resté sans voix, estomaqué. C'est comme si j'affirmais que le président de la République était élu par le congrès, au suffrage indirect, et qu'il ne disposait d'aucun pouvoir. Je pense que dans ce cas je perdrais ma place. En France, le patron d'un grand journal peut affirmer une contre-vérité sans que personne ne rectifie le tir, il y a donc un vrai problème. Ce problème n'est pas seulement médiatique, il est aussi politique. C'est vrai qu'en France on a une sérieuse tendance, c'est pareil en Allemagne même si Helmut Kohl, que j'admire, a commencé, en parlant du monologue bureaucratique bruxellois, à communautariser les échecs nationaux et à nationaliser les succès européens. Si on commençait à parler d'Europe de façon positive, peut-être que les gens s'y intéresseraient un peu plus.

Je souhaite maintenant donner la parole à la salle. N'hésitez pas à vous présenter, à dire qui vous êtes et à parler si vous en avez envie. Sinon, posez votre question.

La salle - Je me demande quels critères ont prévalu à la composition de la table ? Toutes les formations françaises présentes au Parlement ne sont pas représentées. Je remarque qu'il n'y a pas les Verts. Est-ce que l'objet de ce soir est simplement de mobiliser sur le Parlement européen ou est-ce que ce n'est pas déjà de commencer la campagne ? Si c'est le cas, c'est dommage que les Verts ne soient pas là. Je dis que c'est dommage tout en déplorant, compte tenu des déclarations de Bernard Soulage, qu'il ne soit pas dans une position beaucoup plus éligible.

Un petit clin d'œil au président Hans Gert Pöttering. Non monsieur, tous les Français n'approuvent pas l'anomalie du cumul des mandats en France. J'ai même entendu dire qu'une pétition circule en ce moment.

(Applaudissements)

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Jean Quatremer – Concernant la composition de la table ronde, j'avoue que je n'en sais rien.

Jean-Luc Bennahmias – Je vais répondre à cela. L'ensemble des formations disposant de députés au Parlement européen était invité ce soir. Peut-être que certains parlementaires ne jugent pas utile de venir discuter devant vous. Certains jugent qu'ils sont mieux ailleurs.

Isabelle Coustet - Les forums citoyens sont des réunions organisées par le Parlement européen. Elles ne sont pas organisées dans le cadre de la campagne électorale. Bien sûr, nous présentons notre campagne d'information institutionnelle à cette occasion, mais ces réunions ont démarré en 2006 à raison de 189 dans les 27 pays de l'Union. Nous invitons en particulier nos parlementaires européens pour que vous ayez une occasion directe voire physique de discuter avec eux puisque c'est ce qui manque à l'institution, le contact direct avec le citoyen. Nous l'avons dans les régions, mais comme le disait le président Pöttering, on les voit peu à la télévision, on essaie donc de multiplier ces occasions. De plus, en direct c'est autre chose, c'est un exercice bien différent que de les voir à l'écran ou simplement dans des relations de citoyens/députés. Nous avons invité les parlementaires européens, les partis politiques représentés au Parlement européen d'aujourd'hui, pas les candidats qui ne sont pas encore députés. Je tiens à le préciser, cela peut sembler être une anomalie, mais nous sommes obligés de nous donner des règles institutionnelles et ce sont celles-là. Il n'y a pas de Verts dans la région Sud-est élus au Parlement européen.

Jean-Luc Bennahmias - Dans un parcours politique on a le droit d'avoir des promesses politiques et de savoir où nous nous jugeons le plus utile. En ce qui me concerne, on a le droit de se tromper, je juge d'être utile là où je suis aujourd'hui.

La salle - Je suis thésarde à l'université Pierre Mendès France au centre d'études sur la sécurité internationale de coopération européenne. Je fais une thèse sur la politique énergétique européenne. Vous l'aurez compris, ma question est sur ce sujet.

J'ai deux petites questions à poser sur ce sujet. Premièrement, n'est-il pas à craindre que la crise financière ralentisse la politique énergétique européenne ? Elle a peut-être ramené les Etats dans des réflexes nationaux alors qu'à l'heure actuelle cette politique énergétique demande des réponses européennes en termes de marchés intérieurs et de relation, notamment avec la Russie.

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Deuxièmement, ne faudrait-il pas, alors qu'il existe des crises constantes entre l'Ukraine et la Russie, redéfinir et analyser de nouveau les relations de l'Union européenne avec la Turquie en tant qu'Etat susceptible de permettre une diversification du transit de l'énergie et aussi en tant qu'Etat qui pourrait, s'il y avait l'Union européenne, représenter une présence de l'Europe proche du Moyen Orient ?

Jean-Luc Bennahmias - On ne risque pas de ralentir la mise en place d'une politique énergétique européenne, elle ne fait que démarrer. A ce jour encore, elle n'a que des prérogatives Etat-nation par Etat-nation. Ce n'est qu'en juin 2006 que l'Union européenne s'est aperçue que l'on devrait peut-être s'occuper d'énergie au sens global du terme, non Etat-nation par Etat-nation. On a mis en place un certain nombre de politiques communes. En décembre dernier on a voté ce fameux plan Climat Energie. Tout à l'heure j'ai parlé de compromis, j'entends cela par rapport aux avancées nécessaires. Je vais vous dire une chose, ce plan Climat Energie, tel qu'il a été voté ou proposé par le Conseil européen les 12 et 13 décembre derniers, est très loin d'être suffisant. Les dérogations successives, quand vous regardez le plan Climat Energie tel qu'il a été voté, et selon les Etats les dérogations étaient plus ou moins fortes, font que ce plan Climat Energie par rapport à l'ampleur de la crise énergétique, l'ampleur de la crise environnementale, est bien trop faible. Pour ceux qui veulent aller plus loin, lisez le rapport Stern. Ce que nous ne payons pas aujourd'hui dans les années et les mois qui viennent, nous le paierons 10 à 100 fois plus cher dans les 20, 30, ou 40 prochaines années. Le rapport Stern a été fait il y a plusieurs mois par un économiste anglais, il le renouvelle régulièrement. Il dit de manière extrêmement claire qu'aujourd'hui cela va coûter plusieurs dizaines de milliards d'euros alors qu'après demain cela peut coûter plusieurs centaines de milliards d'euros. Vous connaissez cette crise comme tout le monde, la crise financière peut faire malheureusement passer derrière toutes les ampleurs de crises énergétiques et de crises environnementales, mais elles vont de pair. A ce niveau le Parlement européen joue parfaitement son rôle dans les propositions, mais là on ne joue un rôle que dans les propositions, de résolutions et de propositions. Sommes-nous suffisamment entendus par le Conseil européen ? Malheureusement non. Sommes-nous suffisamment entendus par la Commission européenne ? Encore plus malheureusement non plusieurs fois.

Bernard Soulage – Concernant la première partie, je vais être un petit peu plus optimiste que Jean-Luc, je vais rejoindre ce que disait le président Pöttering. Je partage ce que dit Jean-Luc, néanmoins nous sommes ceux qui portons une organisation mondiale. S'il n'y avait pas d'Europe à la fois pour Kyoto et pour la Conférence de Copenhague, on ne serait pas bien. Ne soyons pas totalement

pessimistes. Cela n'allait pas de soi au départ que des gens prennent le risque de signer Kyoto alors même qu'il n'est pas ratifié par 60% de la population mondiale.

Concernant la deuxième question, je partage totalement ce que vous avez dit madame, mais je voudrais insister deux minutes sur l'allusion du président Pötering.

Nous avons en marge de l'Europe des pays dont la situation est extrêmement importante pour l'Europe. L'Ukraine est le premier. C'est totalement inconnu en France, tout le monde s'en moque, on ne sait pas que l'Ukraine est un grand pays. Je suis toujours surpris, quand je parle de l'Ukraine à des gens, j'ai l'impression qu'ils ont le sentiment que c'est le Danemark alors que c'est dix fois le Danemark. Par ailleurs, c'est un élément très central dans la question énergétique. C'est pourquoi le président avait raison d'évoquer le dialogue structuré que nous essayons d'avoir avec l'Ukraine, la Moldavie et éventuellement avec la Biélorussie sur les droits de l'homme. C'est très important.

Néanmoins, nous ne pouvons pas miser sur le seul rétablissement de bonnes relations dans le triangle Europe-Ukraine-Russie qui est centrale pour l'avenir, il faut vraiment le mesurer. Ce n'est pas que pour les raisons énergétiques. Je suis convaincu que la présence de la Turquie -je suis très favorable à ce qu'elle soit membre-, une présence extrêmement intégrée à la problématique européenne, est décisive. Elle n'est pas seulement décisive au nord, elle l'est aussi au sud dans la question syrienne, dans la question israélo-palestinienne, dans la question libanaise. On voit bien le rôle que joue la Turquie, y compris en Irak et en Iran. C'est très important de mesurer cela. Pour revenir à la question énergétique, c'est vraiment absolument déterminant. C'est un des débats que nous avons avec nos amis allemands. Nous ne devons pas avoir une seule source, ni d'approvisionnement ni de desserte, car nous retournerions dans des situations que nos enfants ou nos petits-enfants nous reprocheraient. Ils nous diraient « vous saviez que vous nous mettiez sous dépendance, vous l'avez fait sciemment pour des questions d'argent, des questions pratiques, et nous le payons très cher aujourd'hui. » L'Europe doit garder une forme d'indépendance énergétique, diversifier l'approvisionnement et l'acheminement.

Jean Quatremer – Je vais redonner la parole à Hans Gert Pötering puisque le PPE dans son programme électoral vient d'adopter l'idée d'une pause dans l'élargissement. C'est la première fois que c'est inscrit en toutes lettres à la suite de la crise économique et financière. Vous appelez désormais à une pause dans l'élargissement. Cela n'inclut pas la Croatie, mais cela vise directement la Turquie et aussi, à terme, les autres pays des Balkans.

Hans Gert Pöttering – Voici un très grand éventail de questions. Intervenir après mes deux collègues est toujours difficile.

Vous avez raison d'évoquer la question de l'énergie. Même si dans ma vie de politique j'ai toujours été ému par la passion, je dois dire qu'il nous faut un mélange de patience et de passion. Il faut aussi beaucoup de sagesse politique et savoir à quel moment il faut davantage faire jouer la passion ou la patience.

Si je prends tout cela de manière globale, j'avoue être optimiste. Pourquoi ?

Il y a trois ou quatre ans de cela, tout le monde disait, dans les Etats européens, les gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, qu'une politique de l'énergie était une question de compétence exclusivement nationale. Aujourd'hui tout le monde se rend bien compte que ce que n'est plus une question nationale. Lorsque la Russie retient son gaz et qu'elle ne l'envoie plus aux entreprises européennes parce qu'il y a des problèmes avec l'Ukraine, nous sommes contraints de dire que les Russes ne respectent pas leur part du contrat. Cela nous amène à un point important. La solidarité est la racine de l'Union européenne et les relations sont l'arbre de l'Union européenne. Ces relations doivent toujours se renforcer et être plus fortes entre les pays de l'Union européenne qu'avec un pays tiers à l'extérieur de l'Union européenne.

Certes, nous avons parfois nos problèmes à l'intérieur de l'Union européenne, comme dans une famille normale. Vous avez des frères, des sœurs, des cousins qui préfèrent Untel plutôt qu'Untel. C'est ainsi que marche l'Union européenne qui est composée de membres d'une famille. Cependant, comme dans une famille, dans l'Union européenne les rapports doivent rester amicaux et fraternels. Tout le monde doit dire « *nous sommes tous dans le même bateau.* »

Bien sûr, il y a des changements de gouvernement. Je ne suis pas en train de pointer tel ou tel gouvernement dans un pays voisin de l'Allemagne. Il y a un an et demi il y a eu un changement de gouvernement, il n'en reste pas moins que la politique de l'énergie doit reposer sur la solidarité. Dans le traité de Lisbonne, il y avait une disposition qui demandait que cette solidarité s'exerce. Si la Pologne n'obtient plus de gaz de son fournisseur russe, nous devons l'aider, mais nous ne pouvons le faire qu'à condition qu'il y ait une infrastructure en place dans l'Union européenne. Ces infrastructures restent à construire.

Alexander Medvedev, de Gazprom, est venu au Parlement européen. Nous avons eu une discussion de plus d'une heure. Le fait que cette personne très puissante en Russie vienne nous voir au Parlement européen est déjà une bonne chose. Nous voulons du gaz russe, mais nous ne voulons pas être exclusivement dépendants. Nous avons vu que la Russie utilise l'énergie comme instrument de politique étrangère. C'est de notre responsabilité en tant qu'Union européenne de ne pas nous

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



mettre en situation de dépendance à l'égard d'un seul pays pour notre approvisionnement énergétique. Nous devons diversifier nos approvisionnements. Voilà pourquoi je suis en faveur de ce gazoduc Nabucco. Il va falloir en discuter avec nos amis turcs pour qu'ils permettent la construction de ce gazoduc.

Concernant l'adhésion de la Turquie, mon point de vue n'est pas le même que celui de la majorité du Parlement européen. J'ai l'impression que la majorité du Parlement européen estime que la Turquie devrait devenir membre si elle accepte toutes nos valeurs. C'est une position respectable. Je vais vous donner mon point de vue, bien que je doive défendre la position majoritaire du Parlement européen. Je pense fondamentalement que le fait d'avoir la Turquie sur le plan politique, culturel, financier et géographique serait excessif car l'Union européenne est déjà très complexe. J'ai été président d'un groupe politique pendant sept ans et demi. Je peux vous dire à présent, après sept ans et demi, que je pense être passé dans un purgatoire car c'est très difficile de fédérer les gens. Nous avons besoin d'un certain temps pour renforcer l'Union européenne du traité de Lisbonne. Nous devons dans un premier temps digérer ce traité de Lisbonne, stabiliser cette Union européenne et ensuite le moment viendra où nous pourrons penser à un nouvel élargissement.

Jean Quatremer – Concernant le marché de l'énergie, je tiens à vous rappeler deux choses. Il y a encore trois ou quatre ans, les états de nos réserves énergétiques étaient considérés comme des secrets d'Etat. La France ne disait pas à l'Allemagne combien il lui restait de gaz en stock. Secret d'Etat. Je ne sais pas si vous vous rendez compte d'où l'on vient.

Actuellement nos réseaux de pipelines sont one-way, on peut recevoir du gaz mais on n'est incapable d'en renvoyer dans les pays qui en auraient besoin. Un seul pays de l'ouest-européen a des pipelines qui vont dans les deux sens, c'est la Belgique. En France, si on veut aider l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne demain, on ne peut pas le faire. Il y a du travail avant de bâtir ce marché unique de l'énergie.

Jean-Luc Bennahmias - Il est largement tant que l'Union européenne et la Commission européenne proposent, dans le cadre d'un plan de relance de l'Union européenne, le développement concerté des énergies renouvelables. C'est extrêmement simple, c'est d'actualité et tout le monde est d'accord sur ce point, faisons-le. Cela permettra d'être un peu plus autonome par rapport aux autres pays qui ne sont pas toujours des pays amis quant à l'énergie. Ce sont des choses extrêmement simples à essayer de définir, pendant la campagne électorale, sur la façon de produire de l'énergie aujourd'hui. Il y a des capacités que nous n'utilisons pas beaucoup en France.

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



La salle – Bonsoir. Est-ce que les gens vont voter l'Union européenne ? Il y a énormément de questions à se poser. Je ne pense pas que les gens se déplaceront pour cela en France. Pour quelle raison ? Trop de gens sont dans la pauvreté, souffrent en silence et ne veulent pas y aller. Ils n'iront pas. Tant que les problèmes ne seront pas résolus, tant que la pauvreté restera, les gens ne se déplaceront pas.

J'ai une question mais je ne vous la pose pas car je connais la réponse. Si nous voulons une Union européenne, il faudrait que les lois soient les mêmes dans tous les pays. Si c'est uniquement que d'un côté et pas de l'autre, cela ne marchera pas, cela ne sera pas une Union européenne. La précarité et la pauvreté...

Jean Quatremer – Pouvez-vous faire assez bref sinon on ne pourra pas prendre d'autres questions.

La salle – Je vais être assez brève. Je suis au RMI, je cherche du travail depuis pas mal de temps, mais dès que l'on voit un nom d'origine arabe, la réponse est non. Tant que cela sera ainsi, il ne faut pas se poser de question sur l'Union européenne mais sur la France.

Jean-Luc Bennahmias - Je crois, madame, vous avoir à peu près répondu. Je pense que c'est valable pour l'ensemble des formations politiques, nous sommes lucides par rapport à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Globalement, dans différentes familles les difficultés sont extrêmement importantes au quotidien. A nous de faire, au niveau parlementaires européens, dans les institutions européennes, à nous de rendre l'Europe plus proche. Ce n'est pas simple, notamment quand l'ensemble des règles dont vous parlez, les directives et les lois, sont extrêmement difficiles à mettre en place car nous n'avons pas voté, avant d'ouvrir l'Europe à d'autres pays, l'ensemble des règles démocratiques, institutionnelles, etc. qui permettent à l'Union européenne d'agir à 27 de manière concertée. Nous sommes dans une situation extrêmement difficile. Seul le Parlement européen est capable, régulièrement, de parler d'intérêt général et de passer au-dessus des histoires Etat-nation par Etat-nation.

Jean-Luc Bennahmias - ...sont incapables aujourd'hui de penser à des réponses globales. C'est dramatique. A vous, dans les élections du 7 juin, en fonction de ce que vous pensez et de ce que

vous voyez, de voir quelle majorité vous pouvez envoyer au Parlement européen, cela sera plus qu'utile.

La salle - Est-ce que vous m'invitez à l'Union européenne ?

Jean-Luc Bennahmias – Les députés européens que nous sommes avons droit d'invitation et régulièrement il y a plusieurs dizaines de milliers d'Européens qui viennent visiter le Parlement européen. Prenez contact avec moi, avec Bernard ou d'autres députés européens, nous sommes en capacité de vous inviter bien évidemment. Vous serez surprise de voir, au Parlement européen, la transparence de ce que nous faisons. Elle est absolument totale.

La salle – Est-ce que vous pouvez..... ?

(Protestation de la salle.)

Jean-Luc Bennahmias – La réponse madame est oui.

La salle – Bonjour, je m'appelle Claire, je suis en première année de bac professionnel en mécanique. Je souhaite dire à cette jeune dame qui nous a parlé des problèmes liés à son nom au travail, qu'en étant une fille et en se présentant pour un métier d'homme c'est aussi dur. Pour autant, ce n'est pas pour cela que je n'ai pas trouvé de stage pour mon école, cela ne m'empêche pas d'avancer.

Pour revenir à l'Europe, je souhaite quelques précisions quant aux jeunes dans l'Europe. Actuellement on arrive en crise économique et pour la plupart des élèves de ma classe d'ici l'année prochaine nous allons rentrer dans la vie active, cela fait un peu peur. On souhaite savoir ce que l'Europe compte faire pour aider les jeunes en difficulté.

Jean Quatremer – C'est du concret. Si on donnait la parole à la gauche ?

Bernard Soulage – Il y a une réponse simple, je ne vais pas me ranger derrière, mais c'est un peu vrai, la gauche n'est pas majoritaire en Europe.

Je peux reprendre mon propos de tout à l'heure. Je veux bien qu'il y ait une vision commune de l'Europe, mais je pense que mes projets pour l'Europe ne sont pas forcément les mêmes que ceux du

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



président qui est à côté de moi. Néanmoins, on peut se respecter, travailler ensemble et ne pas avoir la même vision pour l'Europe. Je ne pense pas, très honnêtement, que ce que fait l'Europe aujourd'hui en matière économique et sociale, pour les questions que vous posez, soient les bonnes réponses. Je ne vais pas répondre au nom de l'Europe. Cela m'ennuie un peu car on n'est pas en campagne électorale, mais je ne crois pas qu'il y ait une Europe et une seule politique européenne. Des choix politiques sont faits, plus ou moins, en Europe. Je pense que ceux qui sont faits aujourd'hui ne sont pas nécessairement les meilleurs. Il y a des bonnes choses sur un certain nombre de sujets, mais sur les questions économiques et sociales ce n'est pas là où nous sommes les meilleurs. Sur la question des jeunes, là aussi ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain (sic), je pense que l'Europe a fait des choses, notamment sur tout ce qui est circulation. Pas simplement l'Erasmus, même si ce que disait le président Pötering est vrai, mais aussi sur la reconnaissance des diplômes, les programmes et la capacité à devenir mobile en Europe. Pour le reste, aujourd'hui la question de l'emploi des jeunes est la question majeure. Cela fait un an que je le répète partout. Honnêtement, la réponse est française, je ne vais pas vous raconter des blagues. Je suis pour un programme d'emplois jeunes. Cela fait un an que je dis que nous allons dans le mur avec les jeunes. Ce sera le drame au milieu de l'année 2009. On y est, c'est pire que ce que l'on croyait. 25% d'augmentation du chômage des jeunes et pour ceux qui sortent de l'emploi un taux de difficulté à trouver un emploi deux fois pire que celui connu en 1992 et 1993. Aujourd'hui il faut des mesures radicales sur l'emploi des jeunes. Ce n'est pas l'Europe qui le fera. Ne racontons pas de blague, elle n'en a ni les moyens ni les compétences. C'est totalement national. Je ne vais pas vous raconter d'histoire. Si on a un drame il faut y faire face car ce drame impacte toutes les générations. Rappelons-nous, pour ceux qui l'ont connu, ce qui s'est passé quand on a redonné de l'espoir aux jeunes. On donne de l'espoir aux parents, aux grands-parents et la mécanique se remet en route. Aujourd'hui c'est le crunch (sic) total. J'ai le sentiment de sortir du sujet car ce n'est objectivement pas l'Europe qui le fera. C'est pourtant le problème majeur auquel sont confrontés tous les pays européens aujourd'hui. Nous n'avons pas les moyens, je ne vais pas vous raconter d'histoire.

La salle – Vous semblez avoir de bonnes idées. Pourquoi n'entendons-nous pas parler de vos idées ? Nous ne voyons personne. C'est bien de dire « on se bat pour les jeunes », mais sans prendre vraiment l'opinion des jeunes, sans faire de grands débats dans lesquels on peut poser des questions, d'avoir nos opinions et de vous en faire part. Je vais avoir 19 ans, l'Union européenne je n'en entends pas parler. En politique, hormis les élections présidentielles qui viennent de passer, on ne connaît personne, on est jeune, on ne connaît rien. On n'entend pas parler des idées politiques.

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



On nous dit « vous avez 18 ans, allez voter. », mais voter pour qui, pour quoi ? Les partis, quelles sont leurs différences, les idées, etc. ? Voter pour l'Europe, mais on ne connaît aucun parti, c'est difficile.

Jean-Luc Bennahmias – Il faudrait du temps. Vous êtes dans un lycée professionnel, des enseignants sont avec vous, le principal peut demander à un élu quel qu'il soit, quelle que soit sa formation politique, de faire un débat devant vous. Je l'ai fait très souvent mais Bernard l'a fait aussi. On peut venir, quelles que soient les formations politiques.

Concernant l'anxiété que vous avez, que nous avons sur la situation, l'Union européenne ne répondra pas à tout. Néanmoins, je reviens sur l'idée d'un plan de relance vraiment européen avec les milliards d'euros nécessaires, oui cela peut aider aussi à la création d'emploi. Je suis d'accord avec Bernard pour dire que pour les emplois jeunes ou les choses comme cela il faut une politique nationale, mais il y a aussi dans ce que nous croyons au niveau du Mouvement Démocrate sur la politique européenne des possibilités que l'on doit se donner et que l'on veut se donner par rapport à des emplois créés dans le cadre central de l'ensemble de l'Union européenne, par rapport aux transports collectifs, par rapport aux transports ferroviaires, plein de plans sont possibles. C'est l'Europe que nous voulons, c'est l'Europe que nous voulons construire.

Hans Gert Pöttering – Je partage l'avis de Bernard Soulage et Jean-Luc Bennahmias, mais je voudrais vous dire, Claire, que je prends très au sérieux ce que vous dites. Mon expérience générale de la politique me fait dire que les membres du Parlement, qu'ils soient représentants au niveau local, régional, national ou européen, sont disponibles à tout niveau. Cela fait 30 ans que je suis au Parlement européen. Si on demande à me voir, même si cela prend un peu de temps, je trouve toujours le temps de rencontrer les gens. Les politiciens sont disponibles. On ne peut pas régler tous les problèmes, mais on est disponible. D'ailleurs, beaucoup de questions ne sont pas du ressort de l'Europe. Il y a d'autres niveaux pour les régler, au niveau local, régional, national. L'Union européenne est souvent critiquée car elle interfère trop souvent au niveau national. On ne peut pas tout faire au niveau européen, on ne peut pas tout harmoniser non plus, cela détruirait notre diversité. Cependant, des problèmes comme les vôtres, vos défis, il faut les régler au niveau local et au niveau national. Je vous encourage, lorsque vous parlez de ce Parlement des jeunes, à organiser un Parlement des jeunes avec les jeunes. Vous pourrez parler aux responsables, ici, à Grenoble, dans vos régions, et connaître ce qu'ils pensent de ce parlement des jeunes en tant que moyen de communication.

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



J'ai deux garçons, le plus jeune a 25 ans. Il est président d'une organisation de jeunes. Il veut créer un parlement des jeunes dans la région où nous habitons. D'abord, il doit rassembler des jeunes pour constituer ce parlement et trouver des politiciens prêts à les rencontrer et à les écouter. Maintenant, il parle aux politiciens pour que cela prenne tournure, mais on ne peut pas tout attendre des politiciens ou de l'Etat. Il faut, en tant que citoyens, en tant que jeunes, que l'on s'organise, que l'on se regroupe. Ce n'est pas unilatéral. Je vous encourage à vous engager en politique. Merci.

(Applaudissements.)

La salle – Mon nom est Fernand, je dirige les rencontres du Jeune théâtre européen à Grenoble. C'est une manifestation qui existe depuis 20 ans et nous recevons chaque année, au début du mois de juillet, environ 200 jeunes comédiens de 15 à 18 pays, à la fois d'Europe et du pourtour méditerranéen. Ce travail est véritablement un travail pratique d'Europe, au niveau des échanges de jeunes et de la culture. Ma question est la suivante. Je sais qu'un groupe de travail s'est constitué et qu'il réfléchit à la dimension spirituelle et culturelle de l'Europe. Je souhaite savoir quelle place vous voyez jouer à la culture dans la construction européenne.

Jean-Luc Bennahmias – Une place centrale, mais encore une fois je m'excuse, si vous lisez les traités de l'Europe, la culture dépend de prérogatives et de la patience. C'est ainsi. On n'a pas fini de construire cette Union européenne. La culture est centrale par rapport à tout cela, la culture au sens large du terme, pas que le théâtre, même le sport et la danse. Ce sont des prérogatives nationales. Il faut que l'on avance plus vite. Regardez les programmes des différentes formations politiques, qui défend le fait que progressivement tout cela rentre dans des cadres vraiment européens avec un peu moins de difficultés de ce que vous connaissez pour obtenir des subventions communes ? Je vous le dis ici, tant que l'Etat français continuera à faire que les subventions utilisables dans le cadre européen, et elles sont nombreuses, soient obligées de passer par l'Etat jacobin national centralisé, les choses seront beaucoup plus lentes qu'elles ne le devraient. On devrait faire comme l'Allemagne où les subventions utilisables se font directement entre les régions, les collectivités locales et territoriales, la Commission européenne et l'Union européenne. Cela existe avec l'Alsace, on aurait dû évaluer les choses, on ne l'a pas encore fait, les choses sont ralenties par rapport à notre pays, notamment par rapport au domaine culturel. J'en sais quelque chose, on va organiser cette énorme chance pour la ville de Marseille et pour les Bouches-du-Rhône : Marseille, capitale européenne 2013. Les choses sont lourdes à organiser, l'administration est extrêmement lourde. Vous le savez

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



aussi bien que moi, vous en connaissez le poids par rapport à ce que vous faites régulièrement sur Grenoble. Dans cette affaire, je ne mets pas en cause la collectivité territoriale, quelle que soit la couleur de Grenoble. Elle fait des efforts, le maire l'a rappelé tout à l'heure, mais elle doit passer par la préfecture de région et par l'Etat français. On doit accélérer tous ces processus, la culture rentre dans tout cela. Après cela, je ne mets pas en cause les identités culturelles nationales ainsi que la création de citoyenneté européenne, dans laquelle la culture joue un grand rôle, tout le monde le sait.

Jean Quatremer – On a l'impression qu'il y a une incompréhension fondamentale sur ce qu'est l'Union européenne. On n'est pas en train de bâtir un Etat-nation, il n'en est absolument pas question. Quand on entend les questions, on a l'impression que l'Union européenne est compétente dans tous les domaines, mais l'Union européenne n'est compétente que dans des domaines extrêmement périphériques. Ce n'est pas la France, ce n'est pas une pyramide avec un super président en haut qui va décider de tout. Lorsque l'Union européenne se mêle de choses qui nous concerne directement, on le lui reproche en disant « *de quoi se mêle-t-elle ?* », comme pour l'histoire du rosé. Il y a quelque chose d'assez schizophrénique dans les attentes à l'égard de l'Union européenne. Dans mon blog, je constate tous les jours que l'on dit « *qu'est-ce que fait l'Europe ? Elle pourrait faire quelque chose.* », mais quand elle fait quelque chose on dit « *de quoi se mêle-t-elle ?* » On s'y perd un peu.

La salle – Une belle histoire et un drame. Vous avez parlé de la Lorraine, de Schuman, de la réussite de la CECA, de la confiance et finalement de la réconciliation qui est la base qui nous a amenés jusqu'à maintenant entre les Allemands, les Français et d'autres.

Aujourd'hui, je vous demanderais de prendre feu pour une chose, pour le drame que nous vivons aujourd'hui entre nos intellectuels techniques, entre la séparation d'AREVA et Siemens par exemple, qui est le point le plus élevé d'un non-sens. D'un côté notre technologie qui se sépare alors qu'auparavant on avait tout mis ensemble. Vous les élus, c'est le moment de prendre le taureau par les cornes.

Bernard Soulage - Je ne voudrais pas que l'on passe à côté de ce qui vient d'être dit, même si cela peut paraître à certains un peu éloigné.

Très honnêtement, ce que vient de dire monsieur, c'est la vérité absolue. On avait construit des grands programmes, des ensembles industriels, et depuis deux ou trois ans, entre la France et l'Allemagne, on a plus de désaccords que d'accords. Nous sommes en train de nous séparer. Vous citez un cas emblématique, AREVA et Siemens, mais il y en a d'autres. Nous sommes incapables

aujourd'hui en Europe, c'est un vrai enjeu de cette campagne électorale, d'avoir une politique industrielle européenne qui s'appuie sur des grands programmes européens et qui constitue des entités industrielles publiques ou privées, qui soient des entités européennes. Vous avez raison, Jean, de dire que l'Europe ne doit pas s'intéresser à tout. Je suis assez partisan, elle ne peut pas s'intéresser à tout. Cependant, s'il y a deux ou trois choses dont elle doit s'occuper, c'est de la base du développement économique que l'on aura dans 20 ans. Je suis d'accord avec ce que disait Jean-Luc, aussi bien sur les questions d'énergies renouvelables, sur la capacité à avoir un grand programme européen d'énergies renouvelables et d'économie d'énergie, mais aussi comment prolonger les réussites d'Airbus, les réussites d'Ariane et les grands programmes ? Objectivement, à ce jour, on régresse sur ces sujets. Ça, c'est vraiment de l'Europe.

Je connais le bruxellois par cœur. La phrase la plus importante que l'on entend, notamment de nos amis anglo-saxons, quand on leur dit « *pourquoi l'Europe ne s'occupe pas de cela ?* », ils nous répondent « *quelle est la plus-value communautaire ?* » Ils ont raison. On nous pose la question que l'on ne comprend pas toujours en France, « *qu'est-ce que cela veut dire de faire remonter l'argent à Bruxelles pour après le redescendre ?* » Cela a-t-il un intérêt ? Il y a des tas de choses que l'on n'a pas, il faut être honnête. Financer le tramway de Grenoble avec des crédits européens, cela n'a pas de sens car c'est une politique locale. Néanmoins, s'occuper d'une grande politique de transports urbains, d'innovations technologiques en matière de transport ou de l'avenir énergétique, ça c'est l'Europe. Il y a des choses très importantes.

Concernant la culture, je pense profondément que s'il y a quelque chose sur lequel il faut continuer à mettre le paquet, c'est sur la culture et le sport, y compris pour le moraliser car il n'y a qu'à l'échelle européenne qu'on y arrivera. Le sport et la culture, tout ce qui réunit, tout ce qui unit, tout ce qui fait partager dans un espoir commun, c'est fondamental. Allons-y. Ce n'est pas assez aujourd'hui, c'est même très insignifiant au regard de ce que nous devons faire. Cela doit être au cœur du débat européen.

Jean-Luc Bennahmias – La question que vous posez est une question extrêmement importante. Je le dis et je pèse mes mots. Quand, à la tête de l'Etat, l'intérêt particulier prend le pas sur l'intérêt général on arrive à ce que vous venez de dire, c'est extrêmement grave. La séparation entre AREVA et Siemens est faite à la tête de l'Etat pour qu'un grand constructeur français prenne la tête d'AREVA et soit la puissance qui prenne la tête d'AREVA. Elle dirige par ailleurs cette grande puissance du bâtiment public et une grande chaîne de télévision. Quand on en est à ce niveau, cela met à mal, Bernard vient de le dire, l'amitié franco-allemande et la conception que nous avons de la construction

européenne par rapport au schéma industriel à mettre en place par rapport à l'Union européenne tout entière. J'arrête là, j'en ai dit suffisamment.

(Applaudissements)

La salle – Benoît, je suis au lycée Guynemer. Je voudrais savoir où en est le projet de la militarisation en Europe.

Jean Quatremer – L'Europe militaire, l'Europe de la défense ? D'accord.

Bernard Soulage – Je pense qu'il est courtois de demander au président de répondre.

Hans Gert Pöttering – Les hommes politiques doivent se montrer courageux. Je crois que votre prénom est Benoît. J'ai parlé de mon jeune fils qui a 25 ans. Son nom est Benedict, Benoît, bienvenu !

Je ne pense pas qu'il faille parler de la militarisation de l'Union européenne. Il faut d'abord parler de nos valeurs et je vous renvoie au sujet sur la Biélorussie. Je suis quelqu'un qui croit fermement aux valeurs, mais ces valeurs vous en serez dépouillés si vous n'êtes pas en mesure de les défendre, vous risquez de les perdre à tout jamais. Il est très important que nous ayons la capacité de défendre nos valeurs, de nous défendre nous-mêmes. Nous ne voulons pas attaquer qui que ce soit, mais nous avons le droit de nous défendre.

A travers le monde, nous voyons très bien que nos pouvoirs de persuasion sont politiques, diplomatiques, économiques. Nous devons en plus construire un système de sécurité européen. J'ai été président de la sous-commission sécurité des armements au Parlement européen entre 1984 et 1994. Lorsque cette sous-commission a été mise en place, les gens de l'extrême gauche et de l'extrême droite nous raillaient, ils se moquaient de nous, ils nous disaient que la Communauté économique européenne n'avait strictement rien à voir avec la sécurité et la défense. Ma position est différente. Il nous faut une Europe forte et puissante, mais pas pour la puissance en elle-même. Cette Europe forte doit être au service des valeurs et le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui exige de notre part que nous ayons également un pouvoir militaire. Des gens sont massacrés au Soudan, prenons le continent africain, devons-nous nous voiler la face parce que ces gens meurent loin de nous ? Je pense que c'est de notre devoir de les aider. La question politique est de savoir quand il faut les aider et quand il faut s'abstenir. La France a une responsabilité particulière envers le

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



continent africain et cette responsabilité continue à s'exercer. Si nous voulons défendre les droits de l'homme, il nous faut les outils, les instruments, pour défendre ces droits.

Ma dernière observation, j'en parle en tant qu'ami des Etats-Unis. Les Américains sont une grande puissance. Ils ont leurs propres intérêts à défendre et ils ne font pas toujours les choses comme il faudrait. Nous ne faisons pas toujours tout de la bonne manière non plus. J'ai toujours critiqué le système de Guantanamo. Ils envoient des gens en prison pendant des années sans les juger. Il faut se battre contre le terrorisme avec tous les moyens juridiques acceptables, mais nous devons défendre nos valeurs judiciaires : le droit d'être jugé. Si une personne doit être emprisonnée, elle a droit à un procès équitable. Guantanamo est donc quelque chose que nous avons critiqué et le nouveau président américain partage les idées européennes.

Dernière remarque, les Américains ne partagent pas toujours leurs connaissances, leurs informations militaires, avec les Européens en Irak. On aurait pu empêcher cette guerre en Irak si nous avions eu les bonnes connaissances, les bonnes informations. Elles ne nous ont pas été données. On nous avait dit que l'Irak avait des armes de destruction massive, c'était faux. Je ne sais pas si c'était un mensonge, mais l'information était erronée au départ. Voilà pourquoi je suis en faveur d'un système européen comme Galileo qui est un système de satellites civils qui nous permettraient d'obtenir des informations dans d'autres domaines. Je dis cela en toute amitié et avec tout le respect dû aux Américains. Le Président des Etats-Unis, Barack Obama, vient en Europe dans quelques jours, il viendra en France à Strasbourg. Il y aura une réunion à Prague où le président du Parlement européen est invité aussi. Soyons parfaitement clairs et francs avec nos amis américains, mais nous devons défendre nos valeurs et nos propres intérêts. Il faut le faire de manière équilibrée, mais si nous avons la volonté de le faire, la détermination, nous réussirons.

Permettez-moi de saluer ma collègue, mon amie Françoise Grossetête, qui arrive de Strasbourg. Bienvenue Françoise Grossetête.

(Applaudissements)

Isabelle Coustet - Nous ne pouvons pas abuser du temps du musée. Un cocktail est prévu, avec un petit concert. Nous pourrions continuer cette conversation autour d'un verre de l'amitié, sans alcool. Nous pourrions parler d'Europe encore très longtemps, il y a une frustration de ces débats, mais nous allons devoir conclure.

La salle – Concernant l'aide au développement, l'Europe fait de gros efforts sur la solidarité avec le Sud et l'aide au développement. Certains pays du Sud s'inquiètent. L'Europe va-t-elle respecter ses engagements malgré la crise ? Monsieur Bennahmias a dit que l'on en avait parlé ces jours-ci.

Je m'appelle Marie-France, je suis impliquée dans la solidarité avec l'Amérique latine. Je veux aussi vous dire l'Europe qui nous intéresse. Je crois savoir que plusieurs réunions ont fait salle pleine pour les élections européennes. La semaine prochaine il y a une classe pour des élèves de Poncharra. Nous invitons le vice-président du Parlement européen, Miguel Angel Martinez, à venir débattre sur l'Union européenne et l'Amérique latine jeudi prochain à Grenoble. Miguel Angel Martinez est un Espagnol, membre du parti socialiste européen.

Jean-Luc Bennahmias – Sur l'aide au développement, oui, l'Union européenne continue.

Je peux vous dire aussi que les Etats-nations, eux, baissent leurs efforts de manière considérable, malheureusement. L'Europe garde ses budgets par rapport à cela. Si on avait plus de temps, nous vous expliquerions les difficultés qu'a l'Union européenne pour travailler avec des pays qui ne sont pas toujours démocratiques. Néanmoins, l'Union européenne et le Parlement européen aimeraient bien que les budgets alloués aux pays en voie de développement ne soient pas à 0,42% du PIB. Les Etats-nations, les nôtres, France comprise, ne font pas les efforts nécessaires.

Bernard Soulage – La France devrait commencer à réfléchir car notre ami le président allemand du Parlement européen n'a pas dit tout ce que l'on pourrait dire sur la France. Il y aura une défense européenne le jour où la France commencera à se poser la question de savoir si elle est solidaire de ses voisins, si elle garde tous ses instruments pour elle seule. Je pense qu'en la matière, nous, Français, devons arrêter de donner des leçons en matière européenne. Réfléchissons à ce que nous pouvons apporter à l'Europe. C'est tout ce que je voulais dire.

(Applaudissements)

Jean Quatremer – ...la pression infernale que je subis de ma droite. Il est dommage que la question de Benoît soit venue un peu tardivement car la question de la puissance est centrale pour les années à venir. Contrairement à ce que dit Bernard, c'est une question qui ne relève pas de la seule France mais aussi de nos partenaires.

La conférence est terminée à 8h55.

Forum Citoyen – Grenoble – le 26 mars 2009 - Quels enjeux pour l'Europe de demain ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.

